

Le Conseil de l'Europe, plus nécessaire que jamais

OPINION

Le Conseil de l'Europe est «agonisant» voire «en état de quasi-mort clinique», il «souffre d'un manque de crédibilité»... Quel tableau que celui fait par René Schwok dans *Le Temps* du 25 septembre! Et pourtant son analyse est marquée par au moins une erreur et un oubli importants que je voudrais relever ici.

Mais il y a d'abord des points de convergence à souligner. Oui, la Convention européenne des droits de l'homme et la Cour sont des institutions au cœur du Conseil de l'Europe. Ce ne sont d'ailleurs pas les seules. Oui, Alain Berset dispose de l'expérience et du réseau utiles à la fonction de secrétaire général. Et non, le but n'est pas de faire gagner la Suisse en influence, mais bien plus de contribuer à renforcer le Conseil de l'Europe, à un moment où son rôle et son influence sont déterminants pour notre continent.

Domage cependant que le principal argument censé illustrer le «déclin du Conseil de l'Europe» repose sur une erreur de taille: non, le Conseil de l'Europe n'est pas régi par le principe de l'unanimité, il n'y a donc pas de «droit de veto» qui bloquerait les décisions importantes. La plupart des décisions sont prises par le Comité des ministres à la majorité, ce qui fait en réalité du Conseil de l'Europe l'une des (très rares) institutions multilatérales qui fonctionnent!

Comment expliquer, sinon, que le Conseil de l'Europe ait, par exemple, pu expulser la Fédération de Russie de ses membres après l'agression de l'Ukraine en février 2022, preuve de sa capacité à agir de manière résolue?

Prenons maintenant «l'oubli» et il est décisif. Qui s'intéresse aujourd'hui au Conseil de l'Europe sait que le Sommet du Conseil de l'Europe de mai 2023 a marqué une césure et des avancées décisives pour l'institution. A l'occasion



LILIANE MAURY PASQUIER
PRÉSIDENTE HONORAIRE DE L'ASSEMBLÉE
PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Le Conseil de l'Europe est la seule organisation internationale qui peut actuellement agir avec force et clarté

du Sommet, les chef-fes d'Etat et de gouvernement des 46 Etats membres y ont pris une série de décisions significatives.

Il s'agit notamment de la création du Registre des dommages, outil essentiel pour permettre de garantir que les violations des droits et les crimes commis en Ukraine ne restent pas impunis.

Le sommet s'est aussi prononcé pour l'adoption des «principes de Reykjavik», du nom de la ville où le sommet a été organisé, pour garantir que la démocratie, l'Etat de droit et la défense des droits humains soient défendus sur notre continent, alors que ces valeurs reculent à peu près partout.

Aujourd'hui, le constat est partout le même: le niveau d'impunité dans les relations internationales n'a jamais été aussi haut depuis des décennies. La

question suivante est donc: qui peut y opposer une réponse concrète? Si on prend l'exemple de la guerre en Ukraine: l'ONU? Elle est quasiment bloquée par le droit de veto. L'OSCE? Elle est empêchée par la présence de la Russie parmi ses membres. Le Conseil de l'Europe est la seule organisation internationale qui peut actuellement agir avec force et clarté, grâce à la Cour européenne des droits de l'homme, au Registre des dommages mentionné plus haut et aux projets en cours de mécanisme d'indemnisation pour les victimes ou de Tribunal spécial pour traiter du crime d'agression.

La voilà, la réponse à l'impunité, qui doit nous permettre de garantir le maintien du droit à la place de la force. C'est dans notre intérêt direct et imminent, pour nous en Suisse, mais aussi pour les 45 autres membres de la famille européenne élargie.

Pour terminer, il faut souligner qu'en sapant la réputation du Conseil de l'Europe, on ne fait rien d'autre que de discréditer la seule organisation multilatérale qui, aujourd'hui sur notre continent, oppose un programme concret à l'impunité qui semble prospérer un peu partout. Ce serait comme scier la branche sur laquelle nous sommes assis.

Sans parler ici des nombreuses autres conventions du Conseil de l'Europe qui ont une influence marquante sur notre quotidien, cette organisation internationale est une des rares institutions multilatérales qui fonctionne, malgré la situation chaotique que nous connaissons. Un pays comme la Suisse se nourrit de la stabilité européenne et a besoin de relations fondées sur le droit et non sur un chaos dominé par la violence. C'est précisément ce à quoi travaille le Conseil de l'Europe. ■

Le budget de Michel Barnier n'a aucun sens

CHRONIQUE



CHARLES WYPLOSZ
ÉCONOMISTE, CHRONIQUEUR

On l'attendait. Le nouveau premier ministre devait présenter dans l'urgence son projet de budget et marquer ainsi son territoire. Même si l'espoir était tenu, la déception est grande. Ce budget augure mal d'un gouvernement auquel beaucoup prédisent une courte vie. Michel Barnier a choisi de dramatiser l'endettement du gouvernement, qui est en effet excessif. Après des décennies de mépris pour la notion de discipline budgétaire, c'est une bonne chose. Mais prendre ainsi un virage à 180 degrés demande du courage et de la rigueur. Non seulement les mesures proposées ne sont pas à la hauteur de l'ambition annoncée, mais elles n'ont guère de sens.

La discipline budgétaire est un concept de long terme. Au-delà des fluctuations annuelles du budget, il s'agit d'assurer que la dette publique soit stable et modérée dans la durée. Avec un horizon forcément bref en vue de l'élection présidentielle de 2027, Barnier ne dispose que de deux années, au grand maximum. Tout au plus peut-il réduire le déficit, qui a encore dérapé en 2024. C'est un pas dans la bonne direction, bien sûr, mais juste un pas dont le principal intérêt serait de préparer un changement de cap pour la décennie à venir.

Dans un pays qui détient le record mondial de la taxation, alourdir les impôts est impossible. La seule solution est de réduire patiemment les dépenses publiques, ce qui demande de la méthode pour identifier celles qui sont excessives et contre-productives. De nombreuses pistes ont été explorées depuis des années par la Cour des comptes ou les organisations internationales (OCDE, FMI). Barnier a officiellement choisi de réduire le déficit pour deux tiers (40 milliards d'euros) en coupant dans les dépenses et pour un tiers (20 milliards) en augmentant les impôts, une approche intenable dans la durée.

En réalité, la baisse des dépenses annoncées est un trompe-l'œil. Les 40 milliards sont évalués par rapport aux augmentations qui auraient eu lieu si elles se poursuivaient au rythme des dernières années. De fait, d'après le budget, les dépenses seront plus élevées en 2025 qu'en 2024. Jouer avec des chiffres trompeurs est une des techniques utilisées depuis des années pour faire semblant d'être rigoureux sans l'être. Dans le détail, les baisses des dépenses sont obtenues en repoussant de six mois l'indexation des retraites sur l'inflation, une réduction «énorme» du nombre d'enseignants (0,25%) et diverses aides à l'emploi, entre autres. Le reste concerne les budgets de la sécurité sociale et des collectivités locales, que le gouvernement ne contrôle pas.

Côté impôts, on est encore dans le trompe-l'œil. Il s'agit de faire payer les grandes entreprises et les riches, un surprenant clin d'œil à la gauche, qui s'offusque de la baisse du nombre d'enseignants. Mais ces hausses sont annoncées comme temporaires (deux ans). Or des mesures temporaires ne contribuent pas à la discipline budgétaire, elles permettent seulement d'afficher une amélioration du budget, et cela vaut pour le décalage de l'indexation des retraites. Il est aussi prévu de réduire les aides au coût de l'électricité et d'augmenter les taxes sur les billets d'avion, de bonnes idées mais qui contredisent la promesse de ne pas pénaliser les ménages.

Ce budget est essentiellement politique, un geste de défiance à l'égard de Macron. Il est vrai que Macron a superbement ignoré la discipline budgétaire. Il comptait sur ses innombrables réformes destinées à accroître la productivité, en particulier en flexibilisant le marché du travail, pour augmenter les rentrées fiscales sans augmenter les taux d'imposition. Les premiers effets commencent à se faire sentir, mais il a dépensé sans compter durant et après la pandémie – le fameux «quoi qu'il coûte». Avec son budget, Barnier commence à détricoter ces réformes, et donc à affaiblir la croissance économique, sans faire un pas sérieux vers la discipline budgétaire. Ce budget sera sans doute profondément remanié par le parlement, mais probablement en renforçant ses travers. Un autre non-sens, politique celui-là. ■

SUR NOTRE SITE

Conspiration, manipulation des nuages et trumpisme

La succession rapprochée de deux ouragans aux Etats-Unis est due à une manipulation de la météo, selon des politiciens pro-Trump, voire à des forces obscures. Qui est le «Ils» quand la passionaria Marjorie Taylor Greene clame qu'«Ils contrôlent le climat»? Les pro-Trump font penser aux paysans lyonnais médiévaux, écrit **Matteo Bächtold**, docteur en théologie au Collège de France, intrigué par le choc de la géo-ingénierie avec des croyances venant du haut Moyen Age.

www.letemps.ch/opinions

Une Suisse en repli sur elle-même

OPINION

La Suisse, un des pays les plus riches du monde, s'apprête à réduire le budget de son aide au développement pour compenser les dépenses plus importantes à consacrer à l'armée. La symbolique est dévastatrice: nous diminuons notre aide pour lutter contre la pauvreté afin d'acheter des avions de combat F-35 aux Etats-Unis. Cette décision, si elle devait être confirmée aux Chambres fédérales, est malheureusement symptomatique d'un pays qui s'est recentré ces dernières années sur lui-même et refuse d'assumer ses responsabilités de pays prospère qui a des devoirs à l'égard du monde.

Comprenez-moi bien. Je suis d'avis que la Suisse doit pleinement assumer ses obligations pour sa défense. Il convient que notre armée se modernise rapidement. La Suisse a depuis la fin de la guerre froide profité des «dividendes de la paix» et de son positionnement au centre de l'Europe pour baisser le budget du Département fédéral de la défense. Il convient donc *à minima* de l'augmenter à 1% du PIB et d'inscrire cette démarche dans un rapprochement avec nos voisins européens pour apporter une réelle contribution à la défense de notre souveraineté.

Ce renforcement nécessaire des budgets de l'armée ne doit cependant pas se faire au détriment de l'aide au développement. Il est important de rappeler que la Suisse n'a jamais atteint l'objectif des Nations Unies qui vise à ce que les montants investis dans l'aide publique au développement atteignent 0,7% du produit intérieur brut. Hors coûts de l'asile, la Suisse est à 0,43% en 2023. Cinq pays européens (Norvège, Luxembourg, Suède, Allemagne, Danemark) ont atteint ou dépassé les objectifs de l'ONU. Ainsi, si nous devions



ALEXANDRE DE SENARCLENS
DÉPUTÉ PLR AU GRAND CONSEIL GÉNEVOIS

Croire que nous pourrions vivre dans un îlot de richesse au milieu du monde en pratiquant une politique de «réduit national» n'est pas réaliste

baisser cette contribution, nous nous en éloignerions encore un peu plus.

La nécessité de préserver et d'augmenter à terme notre contribution au développement répond à des exigences morales évidentes. Nous avons le devoir de venir en aide, par une contribution modique en pourcentage de notre revenu national, aux pays les plus pauvres de la planète. Ces ressources sont nécessaires dans les domaines de la santé, l'éducation, la bonne gouvernance, la migration, l'environnement, l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'eau, etc. D'importants programmes sont en cours menés par la Direction du développement et de la coopération (DDC). Ils s'inscrivent dans le temps long et doivent bénéficier d'un financement pérenne et prévisible.

Mais cette politique publique est en outre dans l'intérêt bien compris de la Suisse et de ses habitants. Croire que nous pourrions vivre dans un îlot de richesse au milieu du monde en pratiquant une politique de «réduit national» n'est pas réaliste. Les crises politiques, économiques et environnementales des pays pauvres, singulièrement en Afrique, ont des conséquences immédiates sur nous. A ce titre, exiger la baisse de l'aide aux pays en voie de développement et simultanément s'émouvoir de l'augmentation des réfugiés en Suisse relève du discours d'un pompier pyromane. Les crises migratoires ne diminueront que sur le long terme par le développement économique et politique des pays de départ des migrants. Nous en sommes encore loin et les scènes déchirantes de réfugiés venant s'échouer sur les plages d'Italie et de Grèce vont continuer à nous hanter longtemps.

Et puis que dire de l'image que la Suisse va donner après une telle décision et des répercussions sur la Genève internationale? A-t-on pensé à Berne que notre pays est hôte de nombreuses organisations actives dans le développement et l'humanitaire? Notre contribution en la matière doit aussi être vue comme une carte de visite ou un élément de soft power dans le concert des nations. Pour que la Suisse soit respectée et que Genève puisse pleinement exercer son rôle de ville d'accueil, nous devons démontrer que nous jouons le jeu du multilatéralisme.

Ainsi, la décision que prendront les Chambres fédérales sur ce sujet ne concerne pas uniquement la DDC et ses projets de développement. Il y va aussi de la crédibilité de la Suisse comme acteur fiable et conscient de ses responsabilités. ■